



PIERRE TROVEL

Les réflexions de Roger Martelli

HISTORIEN, CODIRECTEUR DU MENSUEL « REGARDS »

Cette aliénante identité nationale...

Le débat sur l'identité nationale est un piège, un pas supplémentaire vers l'aliénation institutionnalisée des individus, explique Roger Martelli. Ce débat doit être rejeté ou orienté vers un autre, celui du vivre-ensemble, celui d'une République bâtie sur le pacte d'individus libres et solidaires.

L'identité nationale n'existe pas. Il existe des communautés humaines que l'histoire a associées au vocable de nation, des États que l'on tient pour des États-nations. On connaît des langues nationales, des types nationaux, des cultures nationales. Nul n'a jamais rencontré des « identités » nationales, tout simplement parce que la nation n'est pas une essence stabilisée, mais un processus historique. L'identité, d'ailleurs, est un mythe; l'histoire ne révèle que des identifications. Le travail d'identification est constitutif de l'émergence des personnalités; l'assignation des identités est le premier pas vers l'aliénation institutionnalisée des individus. Elle n'est que le complément symbolique de leur enfermement dans des rôles déterminés par les divisions de classe. Les individus et les collectifs se définissent par des systèmes complexes d'appartenance. Les identifications qu'ils génèrent sont de type variable, sociales, religieuses, idéologiques, culturelles. Elles sont, de façon inépuisablement diverse, à la fois affectives et/ou rationnelles, transmises et/ou construites. Certaines sont territorialisées, d'autres ne le sont pas. L'imbrication des identifications est une richesse. Il serait dramatique de désigner a priori celle dont on décréterait ex abrupto qu'elle est la plus structurante de toutes et qu'elle doit, de ce fait, être sacralisée et catéchisée. Pas plus la classe que la religion ou le territoire d'appartenance, et donc la nation.

La polarisation sur la présumée « identité nationale » est un appauvrissement, qui menace directement la conception démocratique de la nation. Le processus d'humanisation est tendanciellement un mouvement d'universalisation. Si la nation l'a historiquement emporté, entre le XVI^e et le XX^e siècle, c'est parce qu'elle apparaissait comme la médiation la plus efficace entre les appartenances locales trop étroites et un « monde » qui n'était encore qu'une immense abstraction. Nous n'en sommes plus là aujourd'hui. Non pas que le processus mal conduit de la « mondialisation » ait fait disparaître la tension féconde du particulier et de l'universel; mais nul ne peut ignorer aujourd'hui que le monde inter-pénétré qui est le nôtre met au premier plan l'exigence d'une souveraineté populaire capable de se construire à l'échelle de la planète. Contrairement à ce que croit une pensée universaliste pauvre, cette exigence n'efface pas le socle national de la politisation démocratique. Le monde du



« Allégorie de la République française », anonyme, 1880.

Le processus d'humanisation est tendanciellement un mouvement d'universalisation. (...) La République peut moins que jamais se penser au travers des figures de l'exclusion.

partage et de la solidarité ne se construit pas sur les décombres de la forme nationale de la souveraineté. Mais la nation moderne peut moins que jamais se penser au travers des figures historiques de l'exclusion. Les entités fermées, arc-boutées sur leur culture, clôturées dans des frontières intangibles... Ces figures sont celles de la nation-race ou de la nation-puissance; elles ne sont pas celles de la nation-peuple, participant consciemment à l'émergence d'une conscience démocratique universelle.

Le seul débat qui vaille la peine est celui qui permet de définir les modalités du vivre-ensemble. La droite répond par un mixte d'ordre social et de libéralisme économique assumé. La nation n'est pour elle rien d'autre que le cadre juridique et symbolique d'imposition de cet ordre global, « national-libéral-sécuritaire ». Face à cela, la seule réponse possible de la gauche se condense en trois mots: démocratie et bien public. Pas

d'en-commun sans partage, sans espace public débarrassé du fardeau de la concurrence, sans service public, sans représentation juste et sans implication directe des citoyens. Pas d'en-commun sans République, dira-t-on? Pourquoi pas? À la seule condition de ne pas oublier que la République, comme la nation, ne se répète pas, mais se reproduit en se transformant. La chose publique, loin de la tyrannie de l'appropriation privative; mais la chose publique dégagée aussi des facilités de l'étatisme et des logiques technocratiques et administratives. La République qui ne se construit pas en éradiquant les différences, mais qui fait de la multitude des spécificités respectées le matériau de l'universalité. Non pas la République encore, mais la République enfin: le pacte des individus autonomes et solidaires. La liberté, pas l'identité. La République universelle du bien commun, en quelque sorte... ★